



Voici la sixième lettre proposée par les animateurs¹ du Réseau Afrique de l'Ouest, l'un des 30 réseaux géographiques de l'enseignement agricole pilotés par le Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale (BRECI) de la DGER. Ce réseau concerne plus particulièrement les partenariats avec le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et contribue notamment à mettre en œuvre les quatre engagements de l'enseignement agricole pour l'Afrique².

Au sommaire

- ◆ **Rencontres des réseaux Afrique**
- ◆ **Quelques chiffres des mobilités vers et de l'Afrique de l'Ouest**
- ◆ **Accueil d'une délégation ivoirienne de l'INFPA³**
- ◆ **Participation des services civiques ivoiriens au TNLA⁴**
- ◆ **Report d'une mobilité au Bénin**
- ◆ **Retour du Sénégal pour le club UNESCO du LEGTA Le Chesnoy**
- ◆ **Financements de projets**

1 <mailto:jean-roland.arbus@educagri.fr>
<mailto:vanesa.forsans@educagri.fr>

2 En déclinaison concrète du discours de Ouagadougou prononcé par le Président de la République française le 28 novembre 2017, l'enseignement agricole français se mobilise pour donner une nouvelle impulsion aux partenariats avec l'Afrique au travers de 4 engagements :

- soutien aux réformes des dispositifs de formation agricole et rurale
- intensification de la mobilité réciproque des étudiants et enseignants
- co-construction d'un réseau de formations croisées et de doubles diplômes
- soutien aux jeunes entrepreneurs africains dans la maturation de leur projet.

3 INFPA = Institut National de Formation Professionnelle Agricole

4 TNLA = Trophée National des Lycées Agricoles

Rencontres des réseaux Afrique

Comment réussir nos coopérations avec l'Afrique ?

C'est la question qui a suscité des temps forts de rencontres et d'échanges autour des différentes formes que peut prendre la coopération entre les établissements agricoles français et les pays concernés par les différents réseaux Afrique (Afrique Australe Océan Indien, Afrique de l'Ouest, Cameroun).

Une cinquantaine de personnes (issues de diverses structures : 20 établissements agricoles du public et du privé, enseignement supérieur, recherche, Agence ERASMUS+, ONG, DRAAF, 8 étudiants et 10 services civiques africains) ont ainsi été chaleureusement accueillies au **LEGTA de Montardon (Pau) du 27 au 29 janvier 2020.**

Voici un compte-rendu des principales interventions de ces rencontres.

✓ La stratégie du MAA et de la DGER pour l'Afrique Sub-Saharienne

Rachid Benlafquih, chargé des programmes Afrique Subsaharienne et Océan Indien au BRECI, souligne que l'Afrique Sub-Saharienne est pour la France un enjeu prioritaire. Les enjeux de la coopération française sont d'accompagner un développement durable en tenant compte d'un contexte difficile : la forte croissance démographique, l'insécurité liée aux nombreux conflits, la sous-alimentation et le changement climatique. Ces facteurs entraînent la migration des populations soit vers les grandes métropoles africaines soit vers les nations occidentales. Il en résulte dans une majorité de pays une situation économique précaire des familles. En ce qui concerne l'agriculture, l'Afrique Sub-Saharienne se caractérise toujours par son importante population rurale et la faible productivité des productions végétales et animales. L'agriculture, bien que représentant dans certains pays une forte part du PIB, reste une activité économique vivrière et peu rémunératrice. La formation agricole et en particulier la formation technique des cadres intermédiaires (techniciens, vulgarisateurs) et des agriculteurs apparaît comme un levier possible du développement économique des zones rurales en améliorant les gains de productivité et la valeur ajoutée des productions.

C'est à ce titre que l'enseignement technique agricole français, en collaboration avec l'enseignement supérieur et la recherche agronomique, peut jouer son rôle dans le cadre de sa mission de coopération internationale. En effet, l'enseignement agricole technique français dispose de formations professionnelles qualifiantes et d'expertises en agriculture, agroalimentaire, machinisme et élevage et est en mesure de les partager à travers des mobilités sortantes ou entrantes d'étudiants ou de personnels.

Les réseaux géographiques de l'enseignement agricole français sont bien placés pour faciliter les partenariats avec des établissements africains et favoriser la mise en place de programmes de coopération opérationnels permettant notamment d'améliorer le dispositif de formation agricole en Afrique Sub-Saharienne.

✓ Conférence et débat « Comment réussir nos coopérations avec l'Afrique ? »

Khalid Belarbi, « enfant » de la formation agricole, dirige l'Institut des Régions Chaudes, dont la mission principale est la formation des cadres de l'agriculture tropicale (30% des étudiants en formation ingénieur sont des étudiants étrangers) et le partage d'expertises dans le domaine de l'ingénierie de formation.

Il a redéfini les objectifs et les facteurs de réussite de la coopération internationale : co-construction, réciprocité, confiance et bénéfice partagé. Il a rappelé également les domaines prioritaires de la coopération agricole française actuelle avec l'Afrique Sub-Saharienne susceptibles de permettre le développement d'une agriculture durable plus productive et plus rémunératrice : agroalimentaire, agroéquipement, agroécologie, amélioration génétique. La formation agricole française supérieure et technique peut s'inscrire dans cette coopération en partageant ses diplômes, son expertise et son expérience. K. Belarbi a aussi rappelé la nécessité de suivre une méthodologie précise pour s'assurer que les actions de coopération mises en œuvre permettront bien de résoudre les problématiques identifiées. Il a également souligné l'importance de s'appuyer sur des dispositifs existants comme le réseau FAR⁵ ou des groupes d'experts comme le service DEFIS⁶ de l'IRC. En conclusion la question a été posée sur la synergie entre l'enseignement agricole supérieur et l'enseignement agricole technique pour la participation à des programmes de coopération dans le domaine de la formation agricole des jeunes et des agriculteurs des pays de l'Afrique Sub-Saharienne et l'opportunité de créer un réseau FAR France pour mobiliser les expertises. Ces actions seraient de nature à renforcer la coopération Nord/Sud, Sud/Sud, et Sud/Nord.

✓ **Conférence et débat « Éclairage sur les questions de réforme agraire en Afrique : problème de l'accaparement des terres »**

Christian Bouquet, professeur émérite de géopolitique à Bordeaux III, a fait part de ses conclusions suite à sa longue expérience professionnelle de conseiller et d'expert en Afrique Sub-Saharienne et de ses nombreux travaux sur le foncier agricole africain. Il a fait la démonstration que la décision de la banque mondiale de favoriser le remplacement du droit coutumier de gestion collective des terres par le droit de la propriété, conjuguée à la forte croissance démographique, la faible productivité de la petite agriculture et la raréfaction des ressources en eau, allait conduire de façon irrémédiable à l'accaparement des terres de la petite agriculture considérée comme peu productive par de grandes sociétés agroalimentaires ou minières plus à même de créer de la richesse pour les pays.

En se faisant l'avocat du diable, le conférencier a suscité le débat et les réactions de plusieurs jeunes africains présents qui ont choisi de se qualifier dans des établissements français soit par le service civique soit par des formations BTSA dans l'espoir d'améliorer la productivité de leur terre et la valeur ajoutée de leurs produits.

✓ **Exemple d'un projet de coopération réussi entre l'enseignement agricole technique et le Cameroun : Keka Wongan**

Florent Dionizy, chargé de mission développement durable au LEGTA de Nantes, explique que son établissement et le Collège Régional d'agriculture d'Ebolowa au Cameroun se sont associés pour élaborer et mettre en œuvre un projet de commerce équitable dans l'objectif, par la structuration d'une filière locale « chocolat » sur un territoire producteur de cacao au Cameroun, d'améliorer la productivité économique des petites exploitations.

Retrouvez le film de cette aventure sur <https://www.youtube.com/watch?v=ZsOrQ90Sfrg>

Keka Wongan, toujours en cours, est un exemple intéressant donnant à voir les différentes composantes à prendre en compte dans la conception d'un projet, sa mise en œuvre, son suivi et évaluation, sa redevabilité auprès des partenaires et sa communication. Il témoigne aussi des possibilités en terme de coopération décentralisée en lien avec la stratégie du MAA / DGER et la construction d'un partenariat bien pensé avec le pays bénéficiaire (Cameroun). Enfin, il montre comment, partant d'un projet pilote, il est possible de changer d'échelle pour étendre l'expérimentation initiale sur une filière (cacao) à d'autres filières.

5 FAR = Formation Agricole et Rurale <https://www.reseau-far.com/>

6 DEFIS = Développement, Expertise, Formation, Ingénierie pour le Sud

<https://www.montpellier-supagro.fr/innovations-expertises-partenariats/expertises/le-service-defis>

✓ **Témoignages de tuteurs et de jeunes en service civique ou en BTSA**

Les enseignants tuteurs ont insisté sur le fort investissement des personnels impliqués. Un facteur de réussite est aussi l'implication des équipes de direction, facilitant la résolution des problèmes logistiques (repas, hébergement le week-end ...). Il est en outre notable que le service civique est d'autant plus facilement intégré que ses tâches sont clairement définies au préalable. Mais les délais d'obtention des visas et du versement de l'indemnité pour les services civiques restent un problème rencontré dans plusieurs établissements.

Quant aux jeunes en formation BTSA, actuellement ils ne bénéficient pas d'aide financière dédiée à leur accueil. Il leur est recommandé de s'inscrire sur parcours sup et en parallèle sur Campus France pour être identifiés par l'établissement. Dans certains cas, les jeunes accueillis ne correspondent pas aux jeunes choisis par l'établissement (choix par une agence dans le pays).

Les jeunes africains, en SC ou en BTSA, considèrent leur mobilité comme une réussite qui s'inscrit parfaitement dans leur projet professionnel. L'accueil en général très bien assuré par les enseignants impliqués est un facteur principal favorisant l'intégration. L'adaptation climatique (froid) reste une difficulté pour l'ensemble des étudiants souvent peu équipés à leur arrivée. Quelques difficultés ont aussi été soulevées comme les retards administratifs (visas) qui obligent à intégrer la formation quelques semaines après la rentrée.

Les étudiants et services civiques ont été incités à réaliser des blogs relatifs à leurs expériences de mobilités entrantes, à consulter sur <https://moveagri.ning.com/>

En complément, dans la presse agricole locale :

Le Sillon SPÉCIAL ENSEIGNEMENT

Coopération internationale

« Faire grandir l'agriculture de mon pays »

En mission de service civique pour 8 mois au lycée agricole du Chesnoy à Montargis, Flavien Tchogbon, un jeune Béninois, revient sur son parcours et sur l'ambition qu'il porte pour l'agriculture de son pays.

■ Lundi 27, mardi 28 et mercredi 29 janvier, Flavien Tchogbon faisait partie du groupe de jeunes africains en visite dans les locaux du lycée de Pau-Montardon (lire ci-dessous). Originaire du Bénin, dans l'Afrique de l'Ouest, ce jeune, âgé de 22 ans, a quitté, le 29 septembre dernier, ses terres pour rejoindre la France pour une mission de 8 mois dans le cadre d'un programme de service civique international. « C'est la première fois que je quittais l'Afrique, souligne-t-il avec enthousiasme. Et disons même qu'à part le Niger, et un peu le Nigeria, c'était la première fois que je quittais complètement le Bénin ». A son arrivée, le jeune homme a donc été accueilli au sein du lycée agricole du Chesnoy, situé à Montargis dans le Loiret. Aujourd'hui en immersion avec des élèves de seconde, mais aussi de première, de terminale et de BTSA qui suivent un cursus spécialisé en machinisme agricole, Flavien prend plaisir à découvrir le modèle français.

« Voir ce qu'il se fait ici »

Pour lui, cette expérience est incroyable. Son intégration au sein de l'établissement du Loiret s'est très bien passée. « Ici, il y a 500 étudiants. Je me suis fait rapidement des amis, souligne-t-il. Mon but est qu'à la fin de la période, je sois ami avec tous ». En France, Flavien est venu

découvrir plusieurs choses. « Je suis là d'abord pour observer l'apprentissage et l'enseignement français. Ici, on réalise aussi beaucoup de visites d'exploitation. Des fermes aussi bien avec des élevages qu'avec des céréales, précise-t-il. C'est enrichissant ». Tout cela a un lien avec son parcours. En effet, Flavien est titulaire d'un bac scientifique série D option maths, physique, biologie et géologie. Le jeune Béninois a ensuite poursuivi sa scolarité au sein de l'université nationale d'agriculture du Bénin, en se spécialisant dans les machines agricole et la construction mécanique, aujourd'hui, devenu "génie rural". « C'est vraiment pourquoi je suis là aujourd'hui. Voir ce qu'il se fait ici. » Et en matière de mécanisation, en France, le jeune Béninois n'est pas déçu. Selon lui, le développement de l'agriculture de son pays passera d'abord par la mécanisation des exploitations. « Aujourd'hui, au Bénin, on travaille à la main. Je pense que l'on ne peut pas faire grandir l'agriculture du pays en restant ainsi, argumente-t-il. Selon moi, il faut de la mécanisation pour pouvoir avancer. Et c'est dans ce sens que nos écoles et la coopération internationale nous orientent ». Flavien a des projets plein la tête. Notamment des prototypes. Au Bénin, l'étudiant a réfléchi aux côtés d'un de ses camarades au développement d'un pulvérisateur à dos installé sur un châssis en multipliants les sorties. « C'est assez simple mais c'est un moyen qui permettrait à l'homme de ne plus être exposé. Il nous reste des choses à améliorer pour bien gérer la pression selon le produit utilisé. Mais c'est un peu en parenthèse car il faut aussi des moyens. »

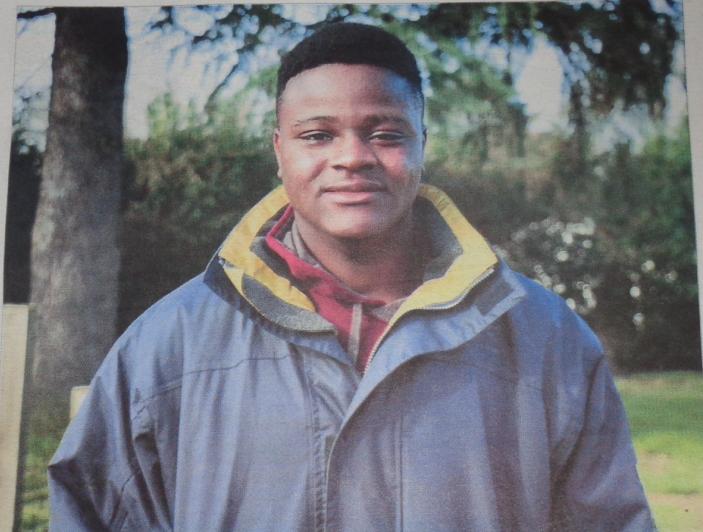
« Contribuer à ma manière »

Dès expériences et des projets qu'il espère voir éclore plus tard au cours de sa carrière pour les mettre au profit des populations. « J'aimerais aider les pays en voie de développement et contribuer à ma manière à apporter des clés de développement dans l'agriculture. » Car pour lui, une citation résume bien la situation de l'agriculture au Bénin : « Ventre affamé n'a point d'oreilles ». Et d'approfondir. « Une fois rassasiée, on pourra parler dans ces pays de technologies, de loisirs, de voitures... Je pense que même dans les pays comme la France, c'est l'agriculture qui a été le pilier du développement. Il faut d'abord bien manger avant de penser au reste. Malheureusement, c'est le contraire au Bénin. »

Même s'il n'a pas encore les clés pour y parvenir, son objectif demeure bel et bien d'apporter de la mécanisation dans son pays. De la mécanisation qui s'accompagnera d'un gain de productivité. « Aujourd'hui, seul 20 % des terres arables du Bénin sont cultivées. Il y a donc du potentiel. Et quand on produira, on pourra penser à transformer et je pense que beaucoup de choses partiront de là. La question de l'emploi sera résolue aussi je pense. Un message très humain empreint d'optimisme qu'il partage au fil des rencontres qu'il fait en France.

B. Ducasse

Dix-huit élèves africains, dont Flavien Tchogbon, ont participé aux trois journées organisées au lycée de Pau-Montardon où temps d'échanges et conférences ont jalonné la rencontre. Photo Baptiste Ducasse



✓ **Possibilités offertes par le programme Erasmus+ Afrique pour les mobilités entrantes et sortantes**⁷

Corinne Le Fay-Souloy, conseillère technique au cabinet de la direction de l'agence Erasmus+, indique que les liens entre l'Europe et le continent africain se renforcent, comme en témoignent divers sommets depuis 2017 (l'agence Erasmus France sera d'ailleurs mobilisée pour le prochain sommet Afrique France qui aura lieu à Bordeaux en juin 2020).

Cela se traduit par un élargissement à l'enseignement technique et professionnel des possibilités offertes par le programme Erasmus+ 2021-2027. Des mobilités entrantes et sortantes, d'apprenants et de personnels, sont éligibles aux financements Erasmus en tant qu' "Action Clé 1 : Mobilité Internationale de Crédits" et "Action Clé 2 : Partenariats".

Les établissements agricoles souhaitant s'engager dans cette démarche peuvent envisager la création de consortia ou s'associer aux consortia existants.

✓ **Bilan et perspectives**

Ces journées ont été l'occasion pour le BRECI et les 5 animateurs des 3 réseaux Afrique de mesurer la volonté qu'ont les établissements de formations agricoles français de s'investir dans des projets de coopération internationale avec l'Afrique Sub-Saharienne et la fierté de partager leurs expertises et formations qualifiantes dans un esprit de solidarité. Les échanges et les exemples de projets qui ont été partagés lors de ces trois jours ont également bien démontré tout le bénéfice que peuvent retirer les personnels et les apprenants des établissements de formation agricole français en s'impliquant dans des projets de coopération.

Ces rencontres ont également permis de resserrer les liens avec l'enseignement supérieur via la participation de représentants de Montpellier SupAgro et ainsi contribuer à faire vivre le principe de continuum. De même les synergies entre les 3 réseaux permettront de lever certaines difficultés rencontrées par les porteurs de projets en favorisant la mutualisation des informations et des savoirs (ingénierie de projet, obstacles administratifs liés aux mobilités, partage des opportunités).

De belles opportunités ont été évoquées, comme la création d'un réseau national pour la Formation Agricole et Rurale (FAR) en France, ou encore l'ouverture des mobilités Erasmus à l'ensemble de l'enseignement agricole.

Il reste néanmoins de nombreux défis à relever comme par exemple la pérennité des dispositifs actuels de mobilités entrantes et sortantes, l'amélioration des conditions financières des entrants, la prise en compte d'une période d'adaptation et d'intégration et la simplification des processus administratifs, le partage de l'information et des outils, la visibilité et l'évaluation de l'impact des activités conduites par l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.

Dans cette perspective, la DGER, dans le courant du deuxième semestre 2020, avec l'ensemble des acteurs identifiés, va organiser un séminaire afin d'élaborer une feuille de route partagée de la coopération avec le continent africain. Les réseaux Afrique y joueront un rôle important, s'appuyant sur le travail réalisé au cours de ces trois journées fructueuses.

Pour voir quelques images et témoignages à propos de ces journées :

<https://portailcoop.educagri.fr/comment-reussir-nos-cooperations-avec-lafrigue/>

⁷ <https://agence.erasmusplus.fr/>

Quelques chiffres des mobilités vers et de l'Afrique de l'Ouest

Mobilité sortante en 2019

(d'après la base de données Hermès et dans la mesure des rubriques renseignées) :

Nombre total de Mobilité sortante	Nombre dans l'Enseignement Technique	Nombre en collectif	En individuel		
			Nombre en Stage	Nombre en Académique	Personnel Nombre / Fonction à préciser (enseignant/direction/autres)
195	102	86	10		5

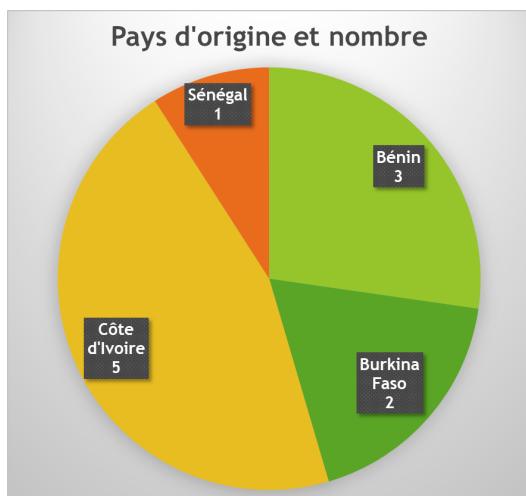


Mobilité entrante 2019-2020

(selon recensement des animateurs du réseau) :

Nombre de mobilité Entrante	Nationalité (à préciser)	Nature de la mobilité individuelle		
		Service civique	Stage	Académique
28	voir graphiques	11		17

Service civique



BTSA



Accueil d'une délégation ivoirienne de l'INFPA

Une délégation de dix personnels de l'Institut National de Formation Professionnelle Agricole a été accueillie par les animateurs et les membres du réseau Afrique de l'Ouest du 22 février au 1er mars 2020 à Paris, lors du SIA, et dans les établissements partenaires.

✓ Programme de la mission :

- les 22 et 23 février : visite du Salon International de l'Agriculture à Paris
- du 24 février au 1er mars : visites en régions des établissements partenaires

- LPA de Château-Gonthier (53)
- LPA de Vire (14)
- LEGTA de La Roche-sur-Yon (85)
- LEGTA de Châteauroux (36)
- LPA de Velet (71)
- CFPPA de Châlons-en-Champagne (51)
- LEGTA de Bar-le-Duc (55)



- le 26 février : atelier de travail sur le lancement du projet FOSTA (FOrmation Supérieure en Sciences et Technologies des Aliments)
- le 27 février matin : réunion bilan de la mission et perspectives de consolidation de la coopération entre la DGER et l'INFPA.

✓ Point d'avancement de la coopération entre le réseau Afrique de l'Ouest et l'INFPA :

La coopération entre la DGER et l'INFPA a été relancée par le MAA en 2018, et une déclaration d'intention a été signée à Abidjan à l'occasion du SARA 2019 (cf. lettre du réseau n°5).

Cette coopération porte principalement sur :

- La constitution de partenariats de pair à pair entre 4 établissements de l'enseignement agricole français et ivoiriens accueillant en France des étudiants Ivoiriens en fin de cursus BTSA dans le cadre de leur stage de fin d'étude et cela via le dispositif de volontariat en **service civique** (7 en 2018-19, 5 sur les 7 prévus en 2019-20). Cet accueil devrait augmenter dès 2020-21 avec au moins 3 autres établissements français engagés dans cette coopération.
- La **formation de formateurs** de l'INFPA en machinisme agricole, en présentiel en novembre 2019 et depuis à distance.
- La sélection de la proposition élaborée par la DGER et ADECIA en réponse à l'appel à projets du **Hub franco-ivoirien pour l'éducation** lancé par l'ambassade de France à Abidjan. Il s'agit du projet **FOSTA** (FOrmation Supérieure en Sciences et Technologies des Aliments) qui a pour objectif de diversifier et dynamiser le cursus de formation de l'INFPA en vue de renforcer l'employabilité des jeunes sortants d'une part et de contribuer significativement à la croissance économique du pays d'autre part. La visite de la halle agroalimentaire du LEGTA de Pontivy a permis de présenter le BTSA STA en soulignant les interactions entre cette formation et le monde professionnel.

Enfin, il convient de noter qu'au cours de la mission :

- les partenariats entre établissements ont été reconduits avec des signatures de nouvelles conventions,
- les établissements partenaires ont exploré de nouvelles modalités de coopération autour de la mise en place de modules de formations en présentiel ou à distance dans les domaines de la pisciculture, du machinisme, de la transformation de denrées agro-alimentaires.

Au travers de l'ensemble de ces actions de coopération, un enjeu fort est d'appuyer le positionnement de l'INFPA dans son paysage institutionnel comme acteur central de la formation professionnelle agricole en Côte d'Ivoire, et ce dans le cadre des 4 engagements pour l'Afrique de la DGER.

Participation des services civiques ivoiriens au TNLA

Les jeunes ivoiriens de l'INFPA en service civique au LPA de Vire, au Lycée Nature de La Roche-sur-Yon et au LPA de Velet ont constitué une équipe pour participer au Trophée National des Lycées Agricoles, lors du SIA 2020, dans la catégorie "Établissements étrangers".



L'équipe ivoirienne encouragée par M. Berthé, Directeur Général de l'INFPA, lors de son passage au SIA.

Au-delà des très bons résultats obtenus (1^{ère} place de l'équipe étrangère ; 1^{ère} place de l'épreuve de manipulation d'un animal en toute sécurité ; 4^{ème} place sur 16 établissements dans la première section de races laitières), cette participation a été l'occasion pour les quatre jeunes ivoiriens de présenter des produits de leur pays et de profiter d'importants moments conviviaux offerts par cet événement.

Retrouvez-les sur le compte Instagram qu'ils ont créé pour l'occasion :

https://www.instagram.com/tnla_2020_infpa_ci/

... et interviewés par Vire TV :

<https://portailcoop.educagri.fr/retour-sur-la-participation-de-la-cote-divoire-au-tlna-2020/>

Report d'une mobilité au Bénin

En raison de l'épidémie de COVID-19, les mobilités ne pourront avoir lieu au printemps 2020 comme initialement prévu.

Ainsi, un groupe d'élèves de terminale bac pro du **LPA de Castelnau-le-Lez** devait se rendre à Savalou, au Bénin, du 29 mars au 19 avril, dans le cadre d'un projet dans lequel ils se sont impliqués depuis deux ans. En avril dernier, ils avaient accueilli leurs correspondants béninois. Voici l'épisode 4 de la websérie "Castelnau-Savalou" présentant la suite du week-end dans les Cévennes et la rencontre avec les agriculteurs locaux :

<https://www.youtube.com/watch?v=KjXF7uqsxr0&fbclid=IwAR1-9keikaQBoJQTslpvib4Hx58FURU7xz3PRPR764maKTcw0JS0RdnnsY>

Toutefois, le projet continue : il reste un épisode à venir pour la websérie "Castelnau-Savalou" qui retrace justement les échanges entre jeunes Français et Béninois sur les attentes du projet 2020.

Retour du Sénégal pour le club UNESCO du LEGTA Le Chesnoy

Sept élèves volontaires du Club Solid' du LEGTA le Chesnoy (45), accompagnés de deux adultes, ont effectué une mobilité solidaire et interculturelle au Sénégal du 11 au 19 février 2020

(à retrouver sur le blogagri "Sénégalement solidaires"

<https://moveagri.ning.com/profiles/blogs/s-n-galement-solidaires-pr-sentation>)



Ce projet, relevant de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), a tout d'abord amené le groupe à rencontrer Maryline Loquet, attachée de coopération de l'enseignement agricole à l'ambassade de France à Dakar, qui a apporté aux élèves des éléments de contexte importants pour une première approche du Sénégal et de la coopération franco-sénégalaise.

Et après la visite de l'Île de Gorée, forte en émotions, le groupe s'est rendu à Sandicoly pour une immersion totalement dépaysante dans ce village de brousse du Sine Saloum.

Là, en lien avec l'association Mama Kolodine⁸, il s'est agi de mener à bien un chantier bénévole consistant en la pose d'une clôture autour du potager à réhabiliter de l'école primaire, avec les jeunes du village.



En parallèle de ces temps de travail manuel, les Sénégalais ont eu à cœur de partager leur culture, d'une part en invitant les Français à préparer et déguster le fameux *thiéboudienn* et d'autre part en les accompagnant à un tournoi de lutte sénégalaise près de la frontière avec la Gambie.

Le groupe a aussi profité du patrimoine naturel du delta du Sine Saloum en circulant en kayak dans la mangrove. Cette approche a été complétée par la rencontre du responsable d'une structure d'agroécologie⁹ et de l'association Nebeday¹⁰ (dont l'objectif principal est la gestion participative des ressources naturelles par et pour les populations locales), toutes deux pouvant par la suite accueillir en stage des élèves et étudiants de lycées agricoles français.

Ce projet a été financé à 60% par une subvention "Territoires citoyens et solidaires" du Conseil Régional Centre-Val de Loire (le reste par la participation des familles, du lycée, une tombola et la vente régulière de viennoiseries).

⁸<https://mamakolodine.wordpress.com/>

⁹<http://curaan.org/>

¹⁰<http://www.nebeday.org/>

Financements de projets

Voici quelques pistes d'appels à projets, en plus des dossiers ERASMUS+ évoqués plus haut, pouvant correspondre à des projets de coopération avec l'Afrique de l'Ouest (attention : les délais sont parfois assez courts mais pour la plupart les dates butoirs ont été repoussées) :

<https://pieed.fr/depot-candidatures/>

<https://leplandesjeunes.com/2020/01/27/participez-au-second-appel-a-projets-du-mouvement/>

<https://www.fonjep.org/projets-de-jeunes-vvysi-et-jsi/vvysi-et-jsi-deposez-votre-dossier>

<https://www.sportdeveloppement.org/criteres-thematiques/>

Les **Conseils Régionaux** et les **Réseaux Régionaux Multi-Acteurs** constituent également des sources d'informations non négligeables en matière de financement de coopération internationale.

Il en va de même de certaines **Caisses d'Allocations Familiales**, de **banques** et **d'assurances**, qui financent des "**projets jeunes**".

Les **Communes** disposent aussi d'un budget pour allouer une aide à leurs habitants (apprenants) projetant une mobilité à l'étranger (le montant est très variable selon les communes et la demande s'effectue directement par le jeune concerné, éventuellement appuyée d'un courrier de l'établissement).

